

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## SIXIÈME SESSION

### Documents officiels



Mercredi 9 janvier 1952, à 15 heures

Palais de Chaillot, Paris

## SOMMAIRE

	Pages
Rapport du Conseil de tutelle (A/1856) [suite] .....	257
Renseignements provenant des territoires non autonomes (suite) .....	261
Programme des travaux de la Commission .....	264

Président : M. Max HENRÍQUEZ UREÑA (République Dominicaine).

## Rapport du Conseil de tutelle (A/1856) [suite]

## [Point 12\*]

PROJET DE RÉSOLUTION COMMUN PRÉSENTÉ PAR HAÏTI, L'INDE, LE LIBAN, LES PHILIPPINES ET LE YÉMEN (A/C.4/L.187, A/C.4/L.193, A/C.4/L.194) [suite]

1. M. INGLÉS (Philippines) remercie les nombreux membres de la Commission qui ont appuyé le projet de résolution en cours d'examen (A/C.4/L.187).

2. Il rappelle que l'accord de tutelle concernant la Somalie sous administration italienne est le seul qui prévoit expressément que le Territoire deviendra indépendant dans un délai déterminé. De plus, l'accord de tutelle ne contient pas, comme les accords relatifs aux autres Territoires, la disposition prévoyant que le Territoire peut être administré comme partie intégrante de la métropole. La raison en est que cet accord de tutelle a été élaboré par l'Assemblée générale elle-même et représente la conception la plus moderne du régime de tutelle, qui est le fruit de l'expérience acquise dans ce domaine. Cet exemple montre ce qui aurait pu être fait dès le début si la rédaction des autres accords de tutelle n'avait pas été confiée aux Autorités chargées d'administration. Ainsi que le représentant du Guatemala l'a fort justement rappelé, l'Assemblée générale n'a pas eu d'autre choix à l'époque que d'accepter les accords qui lui étaient présentés, pour assurer l'entrée en vigueur du régime de tutelle. Fort heureusement, l'Article 85 de la Charte reconnaît l'autorité suprême de l'Assemblée générale qui peut ainsi demander éventuellement la révision de ces accords.

3. Le projet de résolution en cours d'examen se borne à demander aux Autorités chargées d'administration de donner des indications à l'Assemblée générale sur les délais dans lesquels elles escomptent que les Territoires sous tutelle respectifs atteindront l'objectif d'autonomie ou d'indépendance. Il ne s'agit nullement de déterminer

irrévocablement un terme, comme dans le cas de la Somalie, ni un délai uniforme pour tous les Territoires dans lequel ceux-ci doivent accéder à l'autonomie ou à l'indépendance.

4. La délégation des Philippines a souligné à maintes reprises que le seul moyen d'acquérir une expérience en matière de gouvernement est d'exercer des fonctions gouvernementales; il est donc indispensable que les autochtones participent directement à l'administration de leur Territoire. Il faut même leur permettre de commettre des erreurs afin qu'ils puissent en tirer les leçons qui s'imposent. Le représentant de la Norvège a indiqué (240<sup>e</sup> séance) qu'il y avait maints impondérables susceptibles d'influer sur l'évaluation du délai nécessaire à préparer les populations d'un Territoire à l'indépendance et il a mentionné notamment les conditions économiques. M. Inglés estime que cette objection n'est pas aussi sérieuse qu'on peut le croire. En effet, de nombreux États indépendants ont à faire face à des difficultés économiques, et l'on ne saurait prétendre, de ce fait, qu'il conviendrait de les mettre sous tutelle. De plus, ainsi qu'il ressort des termes du projet de résolution lui-même, il faut faire une distinction entre l'autonomie et l'indépendance; de l'avis de la délégation des Philippines, l'autonomie en tant que telle n'exige pas nécessairement une situation économique aussi stable que l'indépendance. Il faut un budget moins élevé pour un gouvernement qui n'a pas la responsabilité de sa défense nationale ou de ses relations extérieures.

5. En outre, le simple fait que les accords de tutelle, à part celui qui intéresse la Somalie, ne stipulent pas le laps de temps dans lequel le Territoire intéressé accèdera à l'indépendance, ne libère aucunement les Autorités chargées d'administration de l'obligation de préparer les Territoires qu'elles administrent en vue de leur autonomie, et de s'efforcer d'atteindre ce but le plus tôt possible, en assurant le développement progressif de ces Territoires conformément aux dispositions expresses de la Charte. M. Inglés tient à rappeler que les Autorités chargées d'administration ne sont que temporairement dépositaires de la souveraineté qu'elles assument au nom des populations autochtones. En outre, elles ont acquis une grande expérience en la matière; les États-Unis ont

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

reconnu l'indépendance des Philippines et le Royaume-Uni a accordé l'autonomie ou l'indépendance au Pakistan, à l'Inde, à la Birmanie et à Ceylan; sans oublier les difficultés auxquelles se heurtent les Autorités chargées d'administration qui n'ont encore accordé l'autonomie ou l'indépendance à aucun des Territoires qu'elles gèrent, M. Inglés pense que ces Autorités pourraient se baser sur les exemples qu'il vient de citer et faire des efforts pour se conformer aux vœux de l'Assemblée générale.

6. Pour répondre à une remarque du représentant de la Belgique (240<sup>e</sup> séance), M. Inglés explique que c'est précisément parce que sa délégation a fait partie du Conseil de tutelle qu'elle a contribué à rédiger le projet de résolution. S'il est vrai que des progrès ont été réalisés dans les Territoires sous tutelle, il est également vrai qu'il reste encore beaucoup à faire dans tous les domaines.

7. En ce qui concerne les amendements au projet de résolution, M. Inglés déclare qu'il lui est difficile d'accepter le paragraphe 1 de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.4/L.193) prévoyant la suppression de l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif qui renferme l'essentiel du projet de résolution commun. De même, il n'est pas très satisfait de l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède (A/C.4/L.194) visant à remplacer cet alinéa par un nouveau texte, qui se borne à demander aux Autorités chargées d'administration d'évaluer approximativement le délai qui serait requis pour prendre les mesures indispensables pour permettre aux Territoires sous tutelle d'atteindre l'autonomie ou l'indépendance. En effet, les auteurs du projet cherchent à obtenir des Autorités chargées d'administration non pas de simples suppositions, mais un avis éclairé sur le délai dans lequel on peut escompter que tel ou tel Territoire soumis à leur administration parviendra au stade de l'autonomie ou de l'indépendance.

8. M. MANI (Inde) apprécie l'esprit dans lequel les délégations du Danemark, de la Norvège et de la Suède présentent leur amendement, mais il lui est difficile de l'accepter. Il n'estime pas que cet amendement soit incompatible avec l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif du texte initial, faisant observer que ce texte initial contient les mots « dans lequel on escompte » ce qui suffit en soi à exprimer l'idée d'approximation que l'amendement des trois délégations veut mettre en relief. M. Mani pense, en conséquence, qu'il n'est pas utile de modifier le texte initial, d'autant plus qu'il a l'avantage d'être plus précis.

9. M. DE GOZMAN NOGUERA (Colombie) souligne comment, à la lumière de la philosophie de l'histoire, il convient d'établir une distinction entre la notion de liberté et la notion d'indépendance. Ainsi que l'a justement déclaré un des grands hommes de la Colombie, au moment de l'émancipation de ce pays, les armes permettent d'acquérir l'indépendance, mais ce sont les lois qui assurent la liberté. C'est dans cet esprit que la délégation de la Colombie approuve le projet de résolution en cours d'examen; toutefois, elle n'est pas entièrement satisfaite par l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif dans lequel il semble précisément exister une certaine confusion entre la notion de liberté et la notion d'indépendance. S'il est vrai que l'indépendance s'acquiert par la révolution, cette révolution ne signifie pas nécessairement la destruction de l'ordre social; au contraire, elle est la réaction de l'homme sensé contre la routine, dans un effort pour rechercher le bien-être de la société et de l'individu.

10. M. EL PHARAONY (Égypte) estime que l'intention

du projet de résolution en cours d'examen est tout à fait conforme aux objectifs du régime de tutelle. Les pouvoirs des Autorités chargées d'administration sont limités dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace, ils s'appliquent strictement aux Territoires confiés à ces Autorités, et ces Territoires sont clairement définis. Dans le temps, la question n'est pas encore résolue, sauf en ce qui concerne la Somalie sous administration italienne. Le but du projet de résolution est précisément de demander à ces Autorités, qui sont parfaitement au courant de la situation qui règne dans leurs Territoires, d'indiquer approximativement dans combien de temps ces Territoires seront en mesure d'acquérir leur autonomie ou leur indépendance. C'est pourquoi la délégation de l'Égypte votera en faveur du projet de résolution sous sa forme initiale.

11. M. DORSINVILLE (Haïti) déclare que l'appui chaleureux que reçoit le projet de résolution suffirait à le convaincre, s'il en était besoin, de la justesse des idées qui y sont exprimées. Aussi, regrette-t-il de ne pouvoir accepter l'amendement des trois délégations scandinaves, car il pense qu'il n'est pas possible de concilier les points de vue opposés. Il rappelle à ce propos que le représentant de la Belgique a déclaré (240<sup>e</sup> séance) qu'il serait obligé de s'abstenir lors du vote, même si l'amendement du Royaume-Uni était adopté. M. Dorsinville déplore une telle attitude, car il aurait aimé voir la délégation de la Belgique faire un effort de compromis et accorder au projet de résolution l'attention qu'il mérite, afin de collaborer avec ses auteurs pour favoriser l'organisation d'un monde meilleur, grâce à l'action des Nations Unies.

12. Le représentant d'Haïti remercie vivement tous ceux qui se sont prononcés en faveur du projet de résolution et adresse un dernier appel à ceux qui sont encore indécis. Il ne doute pas que le projet recevra l'approbation de la grande majorité de la Commission ainsi que celle de l'opinion publique du monde entier.

13. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) déclare qu'il serait difficile aux pays d'Amérique de ne pas approuver le projet de résolution en cours d'examen, car il est parfaitement conforme à l'esprit de l'Article 76, b, de la Charte. Le préambule du projet ne fait qu'exposer des faits qui sont connus de tous et le premier alinéa du paragraphe 2 du dispositif invite les Autorités chargées d'administration à faire figurer dans leurs rapports annuels des renseignements sur les mesures prises ou envisagées en vue de conduire les Territoires sous tutelle le plus rapidement possible vers l'autonomie ou l'indépendance. Cette disposition est parfaitement conforme à l'esprit de l'Article de la Charte précité. M. de Marchena tient à rappeler que sa délégation a joué un rôle important dans l'élaboration de l'accord de tutelle relatif à la Somalie sous administration italienne et elle a accueilli très favorablement la suggestion de l'Inde conformément à laquelle une déclaration de principes constitutionnels a été adjointe en annexe à cet accord.

14. M. de Marchena votera en faveur des alinéas *a*, *b* et *c* du paragraphe 2 du dispositif, mais il s'abstiendra lors du vote sur l'alinéa *d* car il estime que la disposition qu'il contient témoigne d'un certain manque de réalisme. En effet, il existe des différences fondamentales entre les divers Territoires sous tutelle en ce qui concerne leur structure sociale, économique ou politique et il importe de tenir compte de ce fait. C'est pourquoi la délégation de la République Dominicaine votera en faveur de l'ensemble du projet de résolution tout en demandant que

l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif fasse l'objet d'un vote séparé.

15. M. RYCKMANS (Belgique) pense qu'il y a un malentendu entre la délégation d'Haïti et la délégation de la Belgique. Il le regrette et explique que s'il a déclaré qu'il s'abstiendrait, même si l'amendement du Royaume-Uni était adopté, c'est parce qu'il considère que le projet de résolution est inutile. En effet, la Belgique fournit régulièrement des renseignements sur les mesures qu'elle prend ou qu'elle se propose de prendre pour favoriser l'évolution du Territoire qu'elle administre; c'est ainsi qu'elle a rendu public son plan décennal de développement du Ruanda-Urundi. De même elle tient compte des conditions particulières au Territoire et fait également rapport sur ce point. En outre, elle a accepté l'accord de tutelle intéressant ce Territoire avec l'intention de l'appliquer jusqu'à ce que le Ruanda-Urundi puisse acquérir son autonomie. En somme, la Belgique se propose de continuer à respecter scrupuleusement la lettre et l'esprit de l'Article 76 de la Charte, comme elle l'a toujours fait; son intention de s'abstenir lors du vote ne doit donc aucunement être interprétée de la manière que l'on a voulu laisser entendre.

16. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) estime que l'amendement des trois délégations scandinaves est utile et constructif; de plus, il ne pense pas que le nouveau texte proposé soit incompatible avec le texte initial de l'alinéa *d*; il estime, au contraire, que ces deux textes se complètent et il est disposé à accepter l'amendement si son adoption n'exclut pas le maintien de l'alinéa *d* initial. Tel est l'objet de l'amendement que sa délégation présente conjointement avec celle du Brésil (A/C.4/L.195).

17. M. ORDING (Norvège) remercie les divers membres de la Commission qui ont pris la parole des remarques qu'ils ont formulées. Il précise que le but de l'amendement des trois délégations scandinaves est de concilier des points de vue divergents, mais aussi, et surtout, d'aborder le problème d'une manière objective et réaliste. En effet, le principe de la détermination d'un délai précis est louable en soi, mais son application soulève maintes questions délicates. M. Ording craint que l'adoption du texte initial ne permette pas aux Autorités chargées d'administration de se conformer à la disposition qu'il contient. On peut se demander quel serait alors l'avantage de chercher à obtenir l'impossible. On ne ferait qu'exprimer un vœu, mais la question tout entière resterait sans solution pratique.

18. M. LANNUNG (Danemark) se demande également comment l'on peut raisonnablement, si l'on se place d'un point de vue pratique et réaliste, espérer obtenir une réponse à la question posée à l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif. En effet, il paraît tout à fait impossible, en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée ou même le Tangaïka, par exemple, de dire dans combien de temps ces Territoires seraient en mesure d'accéder à l'autonomie ou à l'indépendance. M. Lannung estime donc que les membres de la Commission devraient étudier sérieusement la possibilité de remplacer l'alinéa *d* initial par un texte plus réaliste. D'autre part, il ne peut accepter la suggestion des représentants du Brésil et de Cuba, car la question ne serait pas résolue par l'insertion du nouvel alinéa proposé par les délégations scandinaves tout en maintenant le texte peu réaliste qu'il vise à remplacer.

19. Mme COELHO LISBOA DE LARRAGOITI (Brésil) déclare que sa délégation et la délégation de Cuba avaient l'impression que les trois délégations scandinaves s'efforçaient de réaliser un compromis. Elle s'étonne donc de voir que ces délégations prennent la défense des Auto-

rités chargées d'administration, qui sont tout à fait capables de se défendre elles-mêmes. L'amendement présenté conjointement par Cuba et le Brésil ne visait qu'à rendre le compromis encore plus facile. La représentante du Brésil regrette que les délégations scandinaves ne puissent l'accepter et elle pense, dans ces conditions, qu'il serait préférable de le retirer.

20. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) estime que les déclarations des représentants de la Norvège et du Danemark donnent à réfléchir, étant donné qu'ils semblent attribuer à l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif un sens qu'il n'a pas en réalité. En effet, il n'est pas question dans cet alinéa d'un délai déterminé et irrévocable, qui placerait les Autorités chargées d'administration dans une situation embarrassante. Il s'agit simplement du laps de temps dans lequel « on escompte » que tel ou tel Territoire sous tutelle atteindra l'objectif d'autonomie ou d'indépendance; ce laps de temps peut d'ailleurs être évalué à dix, vingt ou cinquante ans, sinon davantage. A ce point de vue le cas de la Somalie sous administration italienne ne pose évidemment pas de problème. M. Pérez Cisneros ne peut donc suivre les représentants de la Norvège et du Danemark dans leur raisonnement et regrette qu'ils ne puissent accepter l'amendement du Brésil et de Cuba, ce qui élimine toute possibilité de compromis. La délégation de Cuba n'en considère pas moins qu'il serait utile d'insérer le texte de l'amendement de la Norvège et du Danemark entre les alinéas *c* et *d* du paragraphe 2 du dispositif. Sur ce point, elle ne partage donc pas l'opinion de la délégation du Brésil.

21. M. SERRANO GARCIA (Salvador) croit que certaines délégations ont tendance à se préoccuper exclusivement des réalités et de la matérialité des faits au détriment des principes. Or, lors de l'élaboration des lois, le législateur doit tenir compte de certains principes, même s'il est convaincu que dans la pratique ils seront souvent bafoués. Les petits pays savent d'ailleurs à quel point leur existence même est étroitement liée au respect des principes.

22. L'orateur estime, comme le représentant de Cuba, que l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède peut être inséré dans le texte initial sans en exclure l'alinéa *d*. Il désire cependant savoir ce que les auteurs de cet amendement entendent par les mots « dans les circonstances existantes ».

23. M. ORDING (Norvège) souligne que l'idée de temps énoncée dans le projet initial se retrouve dans l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède mais que, dans ce dernier texte, elle est exprimée dans des termes plus réalistes afin d'atteindre plus sûrement l'objectif visé.

24. En réponse au représentant du Salvador, il précise que les mots « dans les circonstances existantes » signifient le moment de la rédaction du rapport annuel.

25. M. TARCICI (Yémen) regrette de ne pouvoir accepter ni l'amendement du Royaume-Uni, ni celui du Danemark, de la Norvège et de la Suède, à moins que ce dernier ne soit amendé à son tour conformément à la proposition du Brésil et de Cuba.

26. Le PRÉSIDENT met aux voix le premier paragraphe de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.4/L.193) consistant à supprimer, à l'alinéa *a* du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.4/L.187) les mots « prises ou envisagées ».

*Par 33 voix contre 11, avec 6 abstentions, le premier paragraphe de cet amendement est rejeté.*



27. Le PRÉSIDENT met aux voix le deuxième paragraphe de l'amendement du Royaume-Uni (A/C.4/L.193), qui consiste à supprimer l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif.

*Par 32 voix contre 9, avec 10 abstentions, le deuxième paragraphe de cet amendement est rejeté.*

28. Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement du Brésil et de Cuba (A/C.4/L.195) tendant à insérer entre les alinéas *c* et *d* du paragraphe 2 du dispositif un nouvel alinéa constitué par le texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède (A/C.4/L.194).

*Par 26 voix contre 7, avec 18 abstentions, cet amendement est adopté.*

29. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) a voté contre cet amendement parce qu'il vise à insérer le texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède dans le projet initial tout en maintenant l'alinéa *d*. Il aurait cependant voté en faveur de la substitution, à l'alinéa *d*, du texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède.

30. M. S. S. LIU (Chine) a voté contre l'amendement du Brésil et de Cuba parce qu'en prévoyant le maintien de l'alinéa *d*, cet amendement réduit à néant l'élément de compromis contenu dans la proposition du Danemark, de la Norvège et de la Suède.

31. M. PIGNON (France) aurait voté pour l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède parce qu'il constituait un compromis. Cependant la délégation de la France a dû s'opposer à l'amendement du Brésil et de Cuba en raison du lien qu'il établit entre le texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède et l'alinéa *d*.

32. M. SPITS (Pays-Bas) n'a pu voter en faveur de l'amendement du Brésil et de Cuba, parce que l'insertion du texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède, jointe au maintien de l'alinéa *d*, crée une regrettable confusion.

33. Le PRÉSIDENT, appuyé par M. PIGNON (France), propose de voter d'abord sur l'ensemble du préambule du projet de résolution commun (A/C.4/L.187), et ensuite sur chacun des paragraphes et alinéas du dispositif.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 46 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le préambule est approuvé.*

*Par 43 voix contre zéro, avec 7 abstentions, le paragraphe 1 du dispositif est approuvé.*

*Par 42 voix contre 7, avec 2 abstentions, l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif est approuvé.*

*Par 42 voix contre une, avec 7 abstentions, l'alinéa b du paragraphe 2 du dispositif est approuvé.*

*Par 42 voix contre une, avec 7 abstentions, l'alinéa c du paragraphe 2 du dispositif est approuvé.*

34. Le PRÉSIDENT rappelle que le nouvel alinéa à insérer entre les alinéas *c* et *d* sur la proposition du Brésil et de Cuba a déjà été adopté.

35. Sur la demande de M. TAJIBNAPIS (Indonésie), le PRÉSIDENT annonce que le vote sur l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif aura lieu par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Canada, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Vote pour :* Chili, Cuba, Tchécoslovaquie, Équateur, Égypte, Salvador, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indo-

nesie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

*Votent contre :* Canada, Danemark, France, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Belgique.

*S'abstiennent :* Chine, Colombie, République Dominicaine, Israël, Pérou, Thaïlande, États-Unis d'Amérique, Argentine, Bolivie.

*Par 32 voix contre 10, avec 9 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 2 du dispositif est approuvé.*

36. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du paragraphe 2, comprenant la phrase introductive et le nouvel alinéa inséré entre les alinéas *c* et *d*.

*Par 38 voix contre 7, avec 6 abstentions, l'ensemble de ce paragraphe est approuvé.*

37. M. LESCURE (Argentine) explique que, bien qu'elle souscrive aux principes dont les auteurs du projet se sont inspirés, la délégation de l'Argentine s'est abstenue à l'égard de l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif, parce que, conformément à l'esprit du régime de tutelle, il appartient à l'Assemblée générale, en consultation avec l'Autorité chargée d'administration intéressée, de déterminer dans quel délai un Territoire sous tutelle atteindra l'objectif d'autonomie ou d'indépendance.

38. M. MENDOZA (Guatemala) précise qu'en votant en faveur de l'alinéa *d* du paragraphe 2 du dispositif, il n'a pas perdu de vue les droits de l'Assemblée générale dans ce domaine. Il partage donc entièrement l'opinion que vient d'exprimer le représentant de l'Argentine, mais il croit que dans les circonstances présentes, les Autorités chargées d'administration sont mieux à même de donner un avis.

39. M. MATTOS (Uruguay), M. RIVAS (Venezuela), M. DE MARCHENA (République Dominicaine) et M. PEREZ CISNEROS (Cuba) partagent les opinions exprimées par les représentants de l'Argentine et du Guatemala.

40. M. RYCKMANS (Belgique) rappelle à ce sujet qu'aux termes de l'Article 79 de la Charte, les accords de tutelle ne peuvent être modifiés qu'à la suite d'un accord entre les États directement intéressés et les Nations Unies.

41. M. LARSON (Canada) croit qu'une résolution peut être considérée comme utile dans la mesure où sa mise en vigueur est de nature à favoriser les intérêts des habitants des Territoires sous tutelle. C'est à la lumière de ce critère que la délégation du Canada a examiné le projet de résolution et écouté les explications de ses auteurs. Mais elle a également écouté avec attention les autres orateurs, parmi lesquels les représentants de Puissances n'administrant pas de Territoires, qui ont mis la Commission en garde contre les effets négatifs que pourrait éventuellement avoir la résolution. La délégation du Canada ne pense pas qu'il soit opportun, ni possible, de recourir actuellement à des formules mathématiques pour déterminer dans quel délai les Territoires sous tutelle pourront accéder à l'autonomie ou à l'indépendance. Le progrès politique ne s'accomplit qu'au prix d'énormes difficultés et on ne peut donc élaborer dans ce domaine des plans et des formules rigides. Du

reste, il ressort clairement des rapports annuels des Autorités chargées d'administration qu'elles s'acquittent de leur mieux et en toute bonne foi de la mission qui leur a été confiée en vertu de la Charte.

42. Pour ces raisons, la délégation du Canada votera contre l'ensemble du projet de résolution.

43. Sur la demande de M. TAJIBNAPIS (Indonésie), le PRÉSIDENT déclare que le vote sur l'ensemble du projet de résolution commun (A/C.4/L.187), tel qu'il a été amendé, aura lieu par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la France, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour :* Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Liban, Libéria, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Chili, Colombie, Cuba, Tchécoslovaquie, République Dominicaine, Équateur, Égypte, Salvador.

*Votent contre :* France, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Belgique, Canada.

*S'abstiennent :* Israël, Norvège, Suède, États-Unis d'Amérique, Chine, Danemark.

*Par 38 voix contre 7, avec 6 abstentions, l'ensemble du projet de résolution commun, tel qu'il a été amendé, est approuvé.*

44. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) déclare que sa délégation a voté contre le projet de résolution parce qu'elle n'est pas de nature à favoriser les intérêts des populations des Territoires sous tutelle, pour les raisons clairement exposées par le représentant du Canada. Il réserve donc l'attitude de son gouvernement à l'égard de ce projet de résolution.

45. M. S. S. LIU (Chine) aurait voté pour l'ensemble du projet de résolution si le texte proposé par le Danemark, la Norvège et la Suède avait été substitué à l'alinéa d du paragraphe 2 du dispositif qui est moins réaliste et dont la mise en œuvre est moins aisée. En raison de l'addition de l'amendement du Danemark, de la Norvège et de la Suède au texte initial, la délégation de la Chine s'est vue contrainte de s'abstenir.

46. M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) réserve formellement l'attitude de son Gouvernement à la suite de l'adoption de ce projet de résolution.

#### PROJET DE RÉSOLUTION COMMUN PRÉSENTÉ PAR LE DANEMARK, L'ÉQUATEUR ET L'URUGUAY (A/C.4/L.171).

47. Le PRÉSIDENT invite la Commission à examiner le projet de résolution présenté conjointement par le Danemark, l'Équateur et l'Uruguay (A/C.4/L.171), projet prenant acte du rapport du Conseil de tutelle.

48. M. LANNUNG (Danemark) présente le projet de résolution commun. Il précise qu'en raison de l'accord intervenu entre la délégation du Danemark et les délégations de l'Équateur et de l'Uruguay en vue de la présentation de ce projet commun de résolution, le Danemark retire sa proposition primitive (A/C.4/L.164).

*Le projet de résolution (A/C.4/L.171) est adopté à l'unanimité.*

#### Renseignements provenant des territoires non autonomes (suite)

[Point 36\*]

#### RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION 9 CHARGÉE D'ÉTUDIER LES FACTEURS DONT IL CONVIENT DE TENIR COMPTE POUR DÉCIDER SI UN TERRITOIRE EST, OU N'EST PAS, UN TERRITOIRE DONT LES POPULATIONS NE S'ADMINISTRENT PAS ENCORE ELLES-MÊMES (A/C.4/L.180 ET CORR.1)

49. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (Rapporteur de la Sous-Commission 9) présente le rapport de la Sous-Commission (A/C.4/L.180 et Corr.1). Il précise qu'en vertu d'une décision de la Sous-Commission, l'annexe I et l'annexe II constituent un tout, et que la Commission doit examiner ensemble les deux annexes.

50. Il fait observer que la Sous-Commission a adopté le paragraphe 7 du rapport, bien que le Secrétariat ait invoqué une résolution de l'Assemblée générale pour déclarer qu'il ne lui était pas possible d'assurer une large distribution des comptes rendus analytiques des séances de la Sous-Commission. La résolution en question ne s'applique qu'aux comptes rendus sténographiques et n'affecte donc pas la faculté accordée à la Sous-Commission par l'article 60 du règlement intérieur de l'Assemblée générale de fixer la forme dans laquelle seront établis ses comptes rendus. En conséquence, en sa qualité de Rapporteur, M. Perez Cisneros insiste pour que le Secrétariat fasse distribuer au moins à chaque membre de la Quatrième Commission un jeu complet de comptes rendus analytiques de la Sous-Commission en triple exemplaire.

51. M. Perez Cisneros rend hommage à tous les fonctionnaires du Secrétariat qui ont aidé la Sous-Commission dans son travail difficile, et notamment à M. Benson, Directeur de la Division des renseignements provenant des territoires non autonomes. Il se réserve le droit de prendre la parole plus longuement sur le fond de la question à un stade ultérieur du débat, en qualité de représentant de Cuba, et se contente de déclarer, au stade actuel, que les textes qui figurent aux annexes I et II du rapport, marquent à son avis un net progrès par rapport aux documents antérieurs sur la question.

52. M. KHALIDY (Irak), prenant la parole en sa qualité de Président de la Sous-Commission 9, ne croit pas opportun d'examiner actuellement le fond de la question, le rapport prévoyant lui-même la procédure à suivre pour continuer l'étude du problème. Il s'agit d'un projet complexe et nouveau, et la Sous-Commission s'est acquittée de sa tâche avec beaucoup de succès.

53. M. LANNUNG (Danemark) félicite le Président et le Rapporteur de la Sous-Commission et remercie les membres de la Sous-Commission et du Secrétariat de l'œuvre qu'ils ont accomplie. La délégation du Danemark accepte d'une manière générale les propositions qui figurent à l'annexe I et à l'annexe II du rapport de la Sous-Commission. M. Lannung retrace les étapes parcourues au cours de l'étude du problème, et il estime que le rapport de la Sous-Commission constitue un pas décisif en avant, en ce qui concerne notamment le groupement systématique des facteurs.

54. La délégation du Danemark attache une importance toute spéciale aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'introduction

de l'annexe II. Toutefois, M. Lannung a toujours réalisé qu'une nouvelle étude montrerait vraisemblablement qu'il serait normal de subdiviser en deux parties la liste des facteurs permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays (Annexe II), en considérant séparément les cas où le territoire se trouve associé avec un Etat de type fédéral et les cas où il sera uni à un Etat de type unitaire; le rapport de la Sous-Commission fait d'ailleurs état de cette idée au paragraphe 12. On peut, pour prouver la nécessité d'une telle subdivision, citer le dernier facteur qui figure dans cette liste; ce facteur ne devrait être considéré que comme s'appliquant aux Etats appartenant à un système non unitaire. Dans le cas d'un Etat unitaire, le critère décisif reste l'égalité de droits et de statut entre le territoire et les autres parties constitutives de l'Etat unitaire auquel il a été rattaché.

55. En ce qui concerne la méthode à suivre pour continuer l'étude du problème, la délégation du Danemark aurait préféré que cette étude fût confiée au Comité spécial pour l'examen des renseignements transmis en vertu de l'Article 73, e, de la Charte ou à un organe subsidiaire de ce Comité, mais elle a cru possible d'adopter, par esprit de compromis, la solution proposée aux paragraphes 3 et 5 de l'annexe I.

56. M. Lannung propose à la Commission d'adopter les propositions de la Sous-Commission figurant aux annexes I et II du document A/C.4/L.180.

57. M. TOBIAS (États-Unis d'Amérique) estime que le rapport de la Sous-Commission marque un progrès utile dans l'étude d'un problème complexe. Il n'a aucune modification à suggérer et votera pour le projet de résolution. Il propose que le comité *ad hoc* prévu par le paragraphe 3 du projet de résolution (annexe I) se compose des mêmes pays que la Sous-Commission, à savoir l'Australie, Cuba, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Irak et le Venezuela.

58. M. MAVROS (Grèce) partage l'opinion de la Sous-Commission quant au caractère non définitif de la liste des facteurs qu'elle a élaborée. Le comité *ad hoc* envisagé devra d'abord aborder l'examen de la question méthodologique, pour déterminer si l'établissement d'une liste de facteurs constitue la méthode la plus appropriée pour la solution de la question de fond. En effet, le caractère éminemment politique de l'application des critères choisis conduira toujours à résoudre chaque cas particulier en fonction de considérations d'ordre politique, étrangères aux facteurs en question. De plus, la Sous-Commission n'a pas abordé la question de savoir quelle autorité sera chargée de constater en pratique si un facteur donné existe dans un cas particulier.

59. M. MAVROS est en plein accord avec les auteurs du rapport pour établir une distinction entre l'autonomie complète et la soi-disant autonomie qui se limite à la seule gestion des affaires intérieures.

60. La délégation de la Grèce estime qu'il faut se garder d'un optimisme exagéré au sujet des résultats que peut donner le rapport. En ce qui concerne les territoires non autonomes, il se pose deux questions d'une importance capitale : à quel moment une population qui ne s'administre pas elle-même atteint-elle un degré de maturité tel que le droit de s'administrer elle-même doit lui être accordé, d'une part; d'autre part, quelle est l'autorité compétente pour décider que ce degré de maturité est atteint? Or, les Puissances administrantes estiment qu'elles ont seules le droit de trancher cette question. Il est alors inévitable qu'elles fassent intervenir des consi-

dérations politiques étrangères aux intérêts et aux aspirations des populations de ces territoires, contrairement à l'esprit et à la lettre même de la Charte. Cette pratique est absolument illogique, parce qu'elle place les territoires non autonomes dans une situation moins favorable que les Territoires sous tutelle, dont l'évolution vers l'indépendance jouit de garanties internationales. Cette situation paradoxale porte atteinte au prestige même de l'Organisation des Nations Unies.

61. M. RIVAS (Venezuela) estime que la Sous-Commission a accompli un travail constructif, grâce surtout à la compétence avec laquelle le représentant de l'Irak a présidé ses travaux.

62. Le représentant du Venezuela est en plein accord avec le représentant de la Grèce pour estimer que les Nations Unies doivent établir des règles précises en la matière. Chaque territoire non autonome présente des caractéristiques différentes, d'ordre géographique, ethnique, économique, etc. La meilleure manière d'étudier les facteurs de cet ordre consiste à analyser les cas où une Puissance administrante a déclaré qu'elle cessait d'envoyer les renseignements prévus par l'Article 73 de la Charte. Tout changement apporté au statut d'un territoire non autonome ne saurait être valable que s'il est reconnu sur le plan international. Seule l'Assemblée générale a qualité pour décider quand un territoire non autonome a atteint la plénitude de l'autonomie proprement dite. C'est à elle seule qu'il appartiendra d'appliquer les critères que l'on cherche actuellement à déterminer.

63. Le représentant du Venezuela espère que la Commission approuvera le projet de résolution qui figure à l'annexe I du rapport. Il estime que le comité *ad hoc* n'est pas appelé à examiner la question de la compétence de l'Assemblée générale en la matière, car cette compétence ressort de la Charte elle-même.

64. M. DE PAIVA LEITE (Brésil) félicite la Sous-Commission et son Président de l'excellent travail qu'ils ont accompli. Il appelle les membres de la Commission à ne pas soulever à nouveau au stade actuel les problèmes complexes qui se posent à cet égard. Le Brésil estime judicieuse la procédure envisagée par le projet de résolution pour une étude plus approfondie de la question, et il votera pour le rapport et ses annexes.

65. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) attire l'attention de la Commission sur le paragraphe 12 du rapport de la Sous-Commission. Il estime que la liste de facteurs doit être subdivisée en trois catégories selon le statut des territoires : premièrement, territoires qui jouissent d'une complète indépendance, d'une pleine souveraineté et ont leur propre représentation à l'étranger; deuxièmement, les territoires membres de fédérations, qui n'ont pas leur propre représentation diplomatique, mais jouissent en matière législative d'une large autonomie qui leur permet notamment de sauvegarder leurs droits et leurs intérêts traditionnels; troisièmement, les territoires qui ont atteint un statut de pleine souveraineté par l'incorporation à la métropole ou à un autre pays, sans disposer de représentation diplomatique propre, ni d'autonomie législative. C'est dans ce dernier cas que l'Organisation des Nations Unies devrait appliquer les critères les plus stricts.

66. M. Pérez Cisneros fait observer ensuite qu'il ne suffit pas d'opposer le concept d'autonomie à la notion de non-autonomie. Un territoire peut parfaitement être autonome financièrement ou administrativement, tout en restant une colonie au sens classique de ce terme, comme l'a précisé M. Georges Scelle, l'éminent juriste français. Les termes de l'Article 73 de la Charte, loin d'exclure



l'accès des territoires non autonomes à l'indépendance complète, semblent au contraire la présupposer.

67. Le représentant de Cuba rappelle que la transmission de renseignements concernant les progrès accomplis par la population des territoires non autonomes dans le domaine politique n'a pas été imposée aux États Membres administrants par l'Article 73 de la Charte; toutefois, pour que les Nations Unies soient en mesure de déterminer si un territoire a cessé d'être non autonome, il est indispensable qu'elles soient informées des progrès politiques réalisés par sa population.

68. En dernier lieu, le représentant de Cuba tient à faire observer que lorsqu'un pays cesse de transmettre des renseignements sur un territoire, l'Assemblée générale, au nom de la communauté internationale, a le droit et le devoir d'examiner et de décider si la cessation de la transmission des renseignements est conforme aux critères définis. La délégation de Cuba ne comprend pas que certains pays puissent hésiter à reconnaître ce droit et ce devoir, dont le Traité de Versailles notamment a donné un exemple historique, en exigeant de l'Allemagne qu'elle renonce à ses colonies pour n'avoir pas rempli ses obligations de caractère international à leur égard.

69. M. Pérez Cisneros signale ensuite certaines ambiguïtés dans le texte de l'introduction à l'annexe II. Pour sa part, la délégation de Cuba ne peut admettre que l'on considère séparément d'une part l'autonomie dans les affaires sociales, économiques et culturelles et d'autre part l'autonomie politique; sur la réalisation de cette dernière repose toute autre forme d'autonomie véritable.

70. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) appuie sans réserves les déclarations du représentant du Brésil. A son avis, le rapport est acceptable comme solution de compromis. Il a considérablement aidé la Commission dans ses débats et la Sous-Commission mérite d'être félicitée pour avoir établi une liste de facteurs limitée que les consultations avec les gouvernements permettront de parfaire.

71. La délégation dominicaine tient cependant à ce que le compte rendu de la séance mentionne expressément son désir de voir le comité *ad hoc* envisagé s'attacher à élaborer une définition juridique de l'autonomie qui servira de base à ses travaux. A cette condition, elle approuve le projet de résolution et propose d'adopter le rapport aussi rapidement que possible sans prolonger inutilement le débat.

72. M. MENDOZA (Guatemala) tient à préciser que le dernier facteur qui figure sur sa demande dans la liste des facteurs permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays (annexe II) ne peut s'appliquer qu'aux fédérations et autres types d'association et qu'il ne concerne pas les systèmes unitaires.

73. M. LANNUNG (Danemark) demande que cette explication soit consignée au compte rendu.

74. M. KHALIDY (Irak), appuyé par M. LANNUNG (Danemark) et M. DE MARCHENA (République Dominicaine), demande au représentant de la France, qui se propose de ne prendre la parole qu'à la séance suivante, de ne pas retarder le débat et de ne pas empêcher la Commission de passer au vote avant de lever la séance.

75. M. DE LACHARRIERE (France) explique qu'il se dispensera d'analyser les facteurs puisque le comité *ad hoc* sera chargé, conformément à une procédure approuvée par la délégation française, de mettre au point la liste

des facteurs en tenant compte des observations présentées par les gouvernements.

76. Il rappelle ensuite les réserves formulées par la France (A/C.4/L.180, paragraphe 15) en ce qui concerne certains facteurs qui mettent en cause la race et la religion et au sujet de l'identification entre l'autonomie et l'indépendance complète.

77. Répondant aux représentants de la Grèce, de Cuba et du Venezuela, il affirme que la détermination des territoires sur lesquels il y a lieu de transmettre des renseignements en vertu de l'article 73, e, est de la compétence exclusive de la Puissance administrante. D'autre part, relevant la comparaison faite par le représentant de la Grèce entre le régime des Territoires sous tutelle et celui des territoires non autonomes, il déclare que la distinction entre ces régimes résulte de la Charte à laquelle son Gouvernement entend se tenir. M. de Lacharrière fait observer que si la France a accepté de travailler à l'établissement des facteurs, c'est dans le cadre de la résolution 334 (IV) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle l'Assemblée ne peut donner qu'un avis destiné à guider les gouvernements, lesquels sont seuls compétents pour prendre une décision en la matière.

78. Enfin, la question de l'autonomie ne devrait pas se poser seulement dans le cas où un pays cesse de transmettre des renseignements sur un territoire, mais aussi dans celui des territoires pour lesquels aucun renseignement n'a jamais été transmis. De l'avis du représentant de la France, certains gouvernements ont, dans le ressort de leur juridiction, des territoires ou des populations qui devraient être protégés par le Chapitre XI de la Charte.

79. M. SPITS (Pays-Bas) explique qu'il s'abstiendra, lors du vote, parce que la question est si complexe que sa délégation a toujours douté que l'on puisse établir une liste complète de facteurs répondant à tous les cas. De plus, seules les Puissances administrantes ont compétence pour décider quels sont les territoires auxquels sont applicables les dispositions du Chapitre XI de la Charte.

80. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) appuyé par M. TAJIBNAPIS (Indonésie), M. KHALIDY (Irak), M. INGLÈS (Philippines), M. RYCKMANS (Belgique) et M. DE PAIVA LEITE (Brésil), fait observer que l'Extrême-Orient devrait être représenté au Comité *ad hoc* que l'on va désigner et il propose la candidature de la Birmanie.

81. Le PRÉSIDENT suggère, pour maintenir la parité entre les Puissances administrantes et les autres pays, de désigner la Birmanie et la Belgique comme membres du comité *ad hoc*, avec l'Australie, Cuba, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Irak et le Venezuela.

*Il en est ainsi décidé.*

82. Le PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de résolution (A/C.4/L.180 et Corr.1, annexes I et II).

83. Sur la demande de M. KHALIDY (Irak), le PRÉSIDENT annonce que le vote aura lieu par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par le Danemark, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Danemark, République Dominicaine, Équateur, Égypte, Salvador, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Israël, Liban, Libéria, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Arabie saoudite, Syrie, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique,

Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba.

*S'abstiennent :* Pays-Bas, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie.

*Par 39 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est approuvé.*

84. U HLA MAUNG (Birmanie) remercie ceux de ses collègues qui ont proposé sa candidature.

85. M. RYCKMANS (Belgique) déclare qu'il s'est prononcé en faveur du projet de résolution, parce qu'il présente un caractère intérimaire et que son pays est d'accord pour entreprendre les études prévues.

86. Il signale cependant une grave omission dans l'annexe II où l'on ne considère que le cas des territoires pour lesquels la Puissance administrante cesse de transmettre des renseignements. Rappelant la résolution 334 (IV) de l'Assemblée générale, il déclare que son pays, qui se réjouit de voir disparaître un territoire de la liste, se réjouirait également d'y voir apparaître certains territoires qui malheureusement n'ont jamais donné lieu à la transmission de renseignements.

87. M. MATHIESON (Royaume-Uni) dit qu'il s'est prononcé en faveur du projet de résolution malgré les doutes qui subsistent dans l'esprit de sa délégation quant à l'opportunité d'instituer un comité *ad hoc*.

88. Il précise, d'autre part, que la résolution ne soulève pas la question de compétence et que, par conséquent, il n'a pas à formuler de réserves à ce sujet.

89. M. LANNUNG (Danemark) déclare qu'à son avis les facteurs établis devraient s'appliquer au même titre aux territoires pour lesquels on cesse de transmettre

des renseignements et à ceux pour lesquels on devrait commencer d'en transmettre.

90. Compte tenu des facteurs, tous les pays devront se demander s'ils ne doivent pas transmettre des renseignements concernant certains territoires pour lesquels ils n'en ont pas transmis jusqu'alors.

91. Quant à la résolution 222 (III) du 3 novembre 1948, la délégation du Danemark a eu l'occasion de se rallier au point de vue selon lequel un État chargé d'un territoire a le droit de fixer lui-même le statut constitutionnel du territoire qui relève de sa souveraineté.

92. Il fait observer que rien dans le Chapitre XI ne peut être interprété comme permettant d'adopter un point de vue différent. Le Danemark avisera l'Organisation des Nations Unies de tout changement de statut qui viendrait à se produire à l'égard du territoire dont il est chargé; mais ce faisant, il ne considère pas qu'une mesure prise par ses organes constitutionnels puisse faire l'objet d'une révision de la part de l'Organisation des Nations Unies.

93. M. MENDOZA (Guatemala) et M. PEREZ CISNEROS (Cuba) font valoir que la résolution ne préjuge en rien la question de la compétence qui, à leur avis, appartient à l'Assemblée générale.

#### Programme des travaux de la Commission

94. M. PEREZ CISNEROS (Cuba) demande de renvoyer à la fin de l'ordre du jour de la Commission le point qui a trait aux renseignements relatifs à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale concernant les Territoires sous tutelle.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 19 h. 20.